

POSTES DE STAGE EN DROIT AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Êtes-vous passionné par ce que la loi *devrait être* autant que par ce qu'elle *est*? Enthousiaste de développer vos compétences juridiques tout en servant l'intérêt public? Recherchez-vous un environnement de travail convivial, flexible et collaboratif? Rejoignez-nous!

Le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, le ministère du Patrimoine canadien, les Affaires mondiales Canada et l'Office de la propriété intellectuelle du Canada sont à la recherche de quelques bons stagiaires.

Il ne s'agit pas d'un stage traditionnel.

En tant que stagiaire, vous aurez l'occasion de contribuer directement au processus d'élaboration des politiques publiques sur un large éventail de questions urgentes. Vous apprendrez également des experts comment notre gouvernement fonctionne réellement, en étant aux premières loges des processus législatifs et réglementaires, ainsi que des discussions importantes avec des intervenants clés et des partenaires internationaux. À ce titre et bien plus encore, vous serez un membre précieux de l'une de nos équipes multidisciplinaires, qui comprennent notamment des avocats, des économistes et autres.

Voici les détails et comment postuler :

Titre de l'emploi	Stagiaire en droit
Organisations (nombre de postes)	<p>Ministère d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada</p> <ul style="list-style-type: none">• Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce (1)• Direction de l'entreprise, de la concurrence et de l'insolvabilité (1)• Direction de la politique des brevets (1)• Direction de la politique sur la vie privée et la protection des données (1)• Centre d'expertise en propriété intellectuelle (1) <p>Ministère du Patrimoine canadien</p> <ul style="list-style-type: none">• Direction générale des Cadres de politiques pour les marchés numériques et créatifs (2) <p>Affaires mondiales Canada</p> <ul style="list-style-type: none">• Division de la propriété intellectuelle commerciale (1)

	<p>Office de la propriété intellectuelle du Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bureau des politiques, des affaires internationales et de la recherche (1)
Lieu de l'emploi	<p>Chaque organisme recruteur est passée à un modèle de travail hybride comprenant à la fois du travail à distance et dans les bureaux du gouvernement. Un candidat retenu peut ainsi être appelé à travailler au moins à temps partiel au bureau de son équipe selon un horaire approuvé par le gestionnaire du candidat.</p> <p>Les bureaux des organismes recruteurs sont situés comme suit :</p> <p>Ministère d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada 235 rue Queen, Ottawa, Ontario</p> <p>Ministère du Patrimoine canadien 25 rue Eddy, Gatineau, Québec</p> <p>Affaires mondiales Canada 111 promenade Sussex, Ottawa, Ontario</p> <p>Office de la propriété intellectuelle du Canada 50, rue Victoria, Gatineau, Québec</p>
Date de début du stage	juillet ou août 2024
Durée du stage	10 mois
Heures par semaine	37.5 heures par semaine
Salaire	À déterminer selon l'éducation et l'expérience, conformément à la politique du Conseil du Trésor. Pour plus de renseignements, consulter le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor.
Description des équipes	<p>Les équipes qui mènent ce processus de recrutement ont des domaines de responsabilité distincts mais connexes, comme indiqué ci-dessous. Dans leurs domaines respectifs, les équipes suivent les développements nationaux et internationaux, entreprennent diverses formes de recherche et d'analyse, consultent un large éventail de parties prenantes, s'engagent auprès d'homologues internationaux et préparent des breffages et des conseils pour les hauts fonctionnaires et les ministres. Les équipes travaillent en étroite collaboration avec de nombreux groupes au sein du gouvernement, y compris entre elles.</p>

Ministère d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Quatre des équipes au sein d'ISDE font partie de la Direction générale des politiques-cadres du marché. La priorité générale de cette direction générale est de veiller à ce que les principales structures politiques et juridiques qui sous-tendent les marchés canadiens servent au mieux les intérêts des entreprises et des consommateurs. À cette fin, les équipes évaluent continuellement le besoin d'améliorations législatives, réglementaires ou d'autres politiques dans leurs domaines de responsabilité, puis les exécutent en fonction des priorités ministérielles et gouvernementales.

La Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce est responsable de l'élaboration et de l'examen de la législation, des règlements et d'autres politiques dans les domaines du droit d'auteur, des marques de commerce, des indications géographiques, des dessins industriels ainsi que des connaissances traditionnelles et des expressions culturelles autochtones. L'équipe est responsable des dimensions nationales et internationales de chacun de ces domaines. Elle représente les intérêts du Canada dans ces domaines dans divers forums internationaux, y compris plusieurs comités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (« OMPI »). Dans le cas de la politique du droit d'auteur, l'équipe partage ces responsabilités avec les fonctionnaires de Patrimoine canadien.

La Direction de la politique des brevets est chargée d'élaborer et d'examiner les lois, les règlements et d'autres politiques concernant les brevets, y compris leurs dimensions nationales et internationales. Elle représente également les intérêts du Canada dans ce domaine à l'échelle internationale, notamment à l'OMPI.

La Direction de l'entreprise, de la concurrence et de l'insolvabilité est responsable de l'élaboration et de l'examen des lois et des politiques touchant plusieurs instruments du cadre commercial du Canada, principalement dans les domaines du droit des sociétés et de l'insolvabilité ainsi que du régime canadien d'application des lois sur la concurrence.

La Direction de la politique sur la vie privée et la protection des données est chargée d'élaborer et de réviser les lois, règlements et autres politiques relatifs à la vie privée et la protection des données dans le secteur privé, Ce travail comprend le soutien de la *Loi sur la*

protection de la vie privée des consommateurs (projet de loi C-27) au Parlement et la planification de sa mise en œuvre.

Pour plus d'informations sur ces équipes, consultez le [site Web](#) de la direction générale.

Opérant à l'extérieur de la Direction générale des politiques-cadres du marché, le Centre d'expertise en propriété intellectuelle a été créé dans le cadre de la Stratégie nationale en matière de propriété intellectuelle principalement pour fournir de la formation et des conseils professionnels en matière de propriété intellectuelle et diriger d'importantes discussions et actions liées à la propriété intellectuelle dans l'ensemble de la fonction publique fédérale. Dans la poursuite de ce mandat, le Centre d'expertise en propriété intellectuelle fournit aux fonctionnaires les ressources nécessaires en matière de propriété intellectuelle pour s'acquitter de leurs fonctions et travaille également avec des organisations et des programmes fédéraux pour les aider à aborder et à gérer la propriété intellectuelle d'une manière qui ajoute de la valeur pour les Canadiens, les entreprises et le public canadien. Pour plus d'informations, consultez le [site Web](#) de l'équipe.

Ministère du Patrimoine canadien

La Direction générale des Cadres de politiques pour les marchés numériques et créatifs est responsable de l'élaboration et de l'examen des lois, des règlements et des autres politiques relatives à la radiodiffusion et au droit d'auteur. Elle se penche généralement sur la dimension nationale de ces domaines. La direction soutient également le travail du ministère au sein de l'OMPI, dans l'administration et l'application de la *Loi sur l'investissement au Canada* pour les investissements étrangers dans les secteurs culturels canadiens et dans son travail de protection et de promotion des arts et des expressions culturelles indigènes. Cette équipe fait partie du Secteur des affaires culturelles, dont la priorité générale est de soutenir les industries culturelles et les créateurs du Canada, notamment en élaborant et en examinant les politiques et les initiatives visant à soutenir la création de contenu canadien et un large accès aux œuvres culturelles canadiennes et aux médias d'information en ligne. Dans le cas de la politique du droit d'auteur, les équipes partagent ces responsabilités avec les fonctionnaires de l'ISDE.

Affaires mondiales Canada

	<p>La <u>Division de la politique commerciale en matière de propriété intellectuelle</u> gère les aspects commerciaux du régime de propriété intellectuelle du Canada. Pour ce faire, elle dirige les négociations multilatérales, régionales et bilatérales continues avec les partenaires internationaux. Elle représente également les intérêts du Canada dans ces domaines au sein de plusieurs comités de l'OMPI.</p> <p>Office de la propriété intellectuelle du Canada</p> <p>L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (« OPIC ») est un organisme de service spécial d'ISDE chargé de traiter les demandes d'enregistrement de brevets, de marques de commerce, de droits d'auteur et de dessins industriels et, plus généralement, de sensibiliser les Canadiens aux lois et procédures en matière de propriété intellectuelle. Le candidat retenu travaillera au <u>Bureau des politiques, des affaires internationales et de la recherche</u> de l'OPIC, qui fournit des conseils et des orientations aux dirigeants de l'OPIC ainsi qu'à la haute direction et au ministre d'ISDE. Cette équipe contribue entre autres, à l'élaboration de propositions réglementaires et législatives conçues pour améliorer la clarté et la qualité, offrir une plus grande certitude juridique et alléger le fardeau administratif des demandeurs dans les processus et décisions de l'OPIC.</p>
<p>Les responsabilités de l'étudiant</p>	<p>Le candidat retenu soutiendra l'équipe qui l'a embauché dans les fonctions décrites ci-dessus. Les tâches et responsabilités spécifiques pourraient inclure les éléments suivants, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier, évaluer et rendre compte des impacts potentiels des propositions législatives, réglementaires, de programmation ou d'autres politiques • Concevoir, entreprendre et présenter des recherches juridiques • Élaborer des options, des considérations et des recommandations politiques sur la base de recherches, d'analyses et de conseils juridiques • Préparer des breffages stratégiques et d'autres documents d'information pour les hauts fonctionnaires et les ministres • Surveiller les développements médiatiques et juridiques dans le domaine de l'équipe, y compris les nouvelles, les commentaires d'experts et les décisions des arbitres pertinents, comme la Cour suprême du Canada, les cours fédérales, la Commission du droit d'auteur et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, notamment en observant leurs délibérations

	<ul style="list-style-type: none"> • Aider à assurer la liaison avec les avocats du ministère de la Justice et collaborer avec eux à la formulation de leurs avis juridiques • Aider dans la rédaction de textes législatifs et réglementaires • Aider dans l'engagement des autres fonctionnaires, des parties prenantes clés et des homologues internationaux • Rédiger les réponses à la correspondance avec les parties prenantes concernant les demandes relatives au domaine de l'équipe
Qualifications requises	<ul style="list-style-type: none"> • Diplôme en droit d'une université reconnue • Admissibilité à participer au programme de stage du Barreau de l'Ontario ou du Barreau du Québec • Démontrer un intérêt pour l'intersection du droit et de la politique, de préférence dans le(s) domaine(s) d'intérêt (par exemple, le droit de la propriété intellectuelle, de la radiodiffusion, des télécommunications, international, des sociétés, de l'insolvabilité, de la concurrence, de l'intelligence artificielle ou de la protection des données), peut être soutenu par la nature des cours suivis, la participation à un programme intensif ou de l'expérience professionnelle ou bénévole • Excellente compétence en communication écrite et verbale • Autorisation de sécurité de niveau secrète (à obtenir dans un processus séparé après la sélection par le comité d'embauche) • De préférence, la capacité à comprendre et à s'exprimer en français et en anglais
Équité en matière d'emploi	<p>La fonction publique du Canada s'est engagée à se doter d'un personnel compétent et diversifié qui reflète les Canadiens qu'elle sert. Nous favorisons l'équité en matière d'emploi et encourageons les candidats à indiquer s'ils appartiennent à l'un de ces groupes désignés lorsqu'ils postulent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les femmes; • les peuples autochtones; • les personnes handicapées; ou • les minorités visibles. <p>Les candidats qualifiés qui s'identifient comme membres d'un groupe désigné (défini comme "un groupe de personnes défavorisées en raison d'un ou de plusieurs motifs de distinction illicite au sens de <i>la Loi canadienne sur les droits de la personne</i>")</p>

	peuvent être sélectionnés en priorité pour combler un besoin organisationnel.
Comment postuler	<p>Veillez envoyer les documents suivants ou toute question d'ici le vendredi 9 février 2024 à Daniel Whalen, conseiller principal en politiques au sein de la Direction des politiques du droit d'auteur et des marques de commerces (daniel.whalen@ised-isde.gc.ca) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de présentation • CV • Relevé de notes de la faculté de droit • Un échantillon d'un écrit récent sur une question concernant un domaine d'intérêt (par exemple, le droit de la propriété intellectuelle, de la radiodiffusion, des télécommunications, international, des sociétés, de l'insolvabilité, de la concurrence, de l'intelligence artificielle ou de la protection des données), tel qu'un essai, d'un article, etc. <p>Dans votre courriel, veuillez également indiquer les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indication de vos compétences en français et en anglais • Déclaration d'équité en matière d'emploi (facultatif) <p>Vous êtes invité à postuler pour autant d'équipes qui vous intéressent et pour lesquelles vous vous sentez qualifié. Une seule candidature est nécessaire pour postuler à plusieurs équipes. Veuillez simplement indiquer dans votre lettre de présentation pour quelles équipes vous souhaitez être considéré.</p>

Ce stage est offert dans le cadre du Programme postsecondaire d'enseignement coopératif/de stages. Étant donné que les stages offerts par l'entremise du Barreau de l'Ontario et du Barreau du Québec sont des programmes approuvés, les étudiants peuvent être recrutés dans la fonction publique à la fin de leur stage. Pour de plus amples renseignements, visiter le [site Web](#) du Programme postsecondaire d'enseignement.

Ce stage est considéré comme un stage national. Pour plus de renseignements sur les stages nationaux, consulter le [site Web](#) du Barreau de l'Ontario.